

Compte rendu de la Formation Spécialisée du 25 Juin 2026

La Formation spécialisée se déroulant en plein épisode caniculaire, les différents points concernant les mesures mises en place ont été abordés en amont.

En premier lieu, la CGT Finances Publiques a demandé que les directives soient redescendues à l'ensemble des agents, en particulier les possibilités d'aménagements allant de 5 jours de télétravail à des journées continues de 6 heures. Nous avons alerté la Direction sur les difficultés d'application de ces mesures vis-à-vis des multiples nécessités de service (accueils physique et téléphonique).

À situation exceptionnelle, mesure exceptionnelle, la CGT Finances Publiques demande la généralisation de la journée de 6 heures sans perte au compteur, la possibilité d'arriver au bureau avant 7 heures et des autorisations d'absences hors contingent garde d'enfant pour les parents dont les écoles sont fermées. La Direction a répondu qu'une réflexion serait engagée sur les différentes possibilités et a confirmé que les autorisations d'absences étaient bien exceptionnelles et hors contingent. La CGT Finances Publiques déplore néanmoins que ces problèmes ne soient pas pris à bras-le-corps avant d'en arriver à des situations complexes et ne fassent pas l'objet d'un plan annuel fixe de prévention. La CGT a demandé qu'un plan de continuité d'activité soit établi dans chaque service, en concertation avec les agents, à l'instar de ce qui a été fait pendant et après la période Covid. L'existence d'un tel plan permettrait une réactivité immédiate dans tous les services et éviterait des tensions et des inégalités entre les collègues.

1. Présentation du rapport du service social

La problématique santé est prédominante dans les demandes au service social. La question du budget arrive en troisième position. La CGT a demandé s'il y eu un impact de la flambée des prix en 2026, à l'instar de la situation rencontrée en 2023. Pour l'instant, il n'y a pas eu de situation comparable depuis le début de l'année. Les agents s'adaptent à la perte du pouvoir d'achat, en renonçant à d'autres dépenses.

Face à un pourcentage présenté qui peut être jugé alarmant (83%) concernant les violences intrafamiliales en Moselle, la CGT a demandé les chiffres bruts, afin d'analyser plus correctement la situation. En raison de l'obligation de secret professionnel, le secrétariat général demande que les chiffres bruts ne soient pas divulgués.

2. Présentation du rapport de la médecine du travail

Malgré le mécontentement de l'infirmière de prévention du bilan des chiffres de 2025, la CGT Finances Publiques a tenu à mettre en avant la satisfaction des agents quant aux accompagnements reçus et a souligné les grandes qualités humaines et professionnelles de l'intervenante.

La CGT Finances Publiques déplore qu'elle ne soit pas convenablement équipée pour répondre pleinement aux sollicitations dont elle fait l'objet (matériels désuets et locaux inadaptés), ainsi que l'absence de médecin de prévention qui devient la norme dans de nombreux départements.

3. Bilan des fiches de signalements

La CGT Finances Publiques a mis l'accent sur l'augmentation du nombre de fiches de signalements et plus particulièrement du caractère interne de celles-ci, voire en lien avec la hiérarchie. Si leur nombre est inquiétant, on notera néanmoins la réussite du dispositif quant à la libération de la parole des agents.

4. Présentation du plan pluriannuel en santé mentale

Porteuse du projet de formation sur la santé mentale, la CGT Finances Publiques avait demandé en début d'année un plan pluriannuel sur ce sujet, qui devient prégnant dans les services, notamment du fait des restructurations incessantes.

Le plan prévoit une formation diplômante de secourisme en santé mentale pour au moins un encadrant par site, qui deviendrait référent en santé mentale.

Une formation en présentiel de sensibilisation à la santé mentale sera proposée à 120 agents sur 2 ans.

5. Fiches projets (achats et formations)

- Devis pour les distributeurs de protections hygiéniques
- Installation d'un logiciel sur les imprimantes pour les agents avec une déficience visuelle
- Formation CENTAURE sur la conduite préventive
- Formation et prévention sur les risques canins
- Achats liés à des aménagements de postes
- Formation en santé mentale
- Devis pour l'installation de stores à la Cité Administrative
- Achats et plan de prévention incendie

La CGT Finances Publiques a voté pour l'ensemble de ces dépenses, à l'exception des stores pour laquelle elle s'abstient puisqu'il s'agit d'une proposition annuelle, onéreuse, et faite sans recensement départemental.

6. Points divers

- Venue du Pape à Metz en Septembre

La CGT Finances Publiques a demandé à la Direction d'informer très en amont les agents sur l'organisation des services qui seraient concernés par des restrictions de circulation. A ce jour, il n'y a eu aucune communication de la Préfecture. La direction va poser la question aux services de l'État pour pouvoir anticiper et prévenir les agents bien en amont.

- Point d'étapes sur le CSB

Tous les contractuels qui le souhaitent ont vu leur contrat renouvelé. Une visite en présentiel de la direction locale et de la caisse des dépôts a été effectuée lundi 29 juin.

- Impacts du nombre important de e-formations à dérouler

Les agents ont appris au mois de mai qu'ils devaient obligatoirement suivre un certain nombre d'e-formations avant le 31 décembre, dont certaines avant le 30 juin.

Les agents ont été plus qu'informés, avec de grandes affiches plastifiées dans tous les services.

Nous avons fait part du mécontentement des agents pour ces formations chronophages et perçues comme inutiles. Nous enchaînons les formations sans rien retenir, et parfois sans utilité pour les missions.

La direction a décalé l'échéance des premières formations au 30 septembre, afin de permettre aux agents de les faire plus sereinement.

- Obligation de prendre congés en cas de non participation à la journée de cohésion

Un service a interpellé la CGT suite à l'obligation de poser un congé pour les agents ne souhaitant pas participer à la journée de cohésion.

La direction a rappelé que pour être utile, cette journée ne peut pas revêtir un caractère obligatoire. Pour la CGT Finances Publiques, cette journée doit être construite avec les agents et non pas être descendante, perçue comme un ordre hiérarchique.

Les élus CGT Finances Publiques Moselle